



Membres du groupe GUE/NGL au sein de la commission des affaires économiques (ECON) du Parlement européen



Jürgen KLUTE (DE)
GUE/NGL Coordinateur



Nikolaos CHOUNTIS (EL)



Marisa MATIAS (PT)



Thomas HÄNDEL (DE)

Pour en savoir plus sur les informations contenues dans ce dépliant, veuillez contacter Tobias Gross :

tobias.gross@europarl.europa.eu

Le groupe GUE/NGL est un groupe confédéral au Parlement européen qui se compose de 35 députés de 13 États membres de l'Union européenne. Ils œuvrent pour la paix, la solidarité, la justice sociale, l'égalité, la démocratie et les droits de l'homme en Europe et ailleurs.



banques. Sans le contrôle démocratique des représentants élus du Parlement, comment la BCE pourrait-elle être considérée comme légitime ? La BCE a des pouvoirs statutaires sans précédent qui vont bien au-delà de ses compétences.

→ **Égalité de genre** : actuellement, le directoire de la BCE ne compte aucune femme parmi ses six membres. C'est indigne. Le groupe GUE/NGL somme la BCE d'améliorer son bilan catastrophique sur le plan de la parité hommes-femmes.

→ **Une révision du mandat de la BCE** : le groupe GUE/NGL invite à revoir et à élargir le mandat de la BCE afin qu'elle puisse intervenir en faveur de l'économie et stimuler la création d'emplois. Voulons-nous que la BCE soit au service de l'économie et de la société ou au service de la spéculation financière ?

Gauche unitaire européenne / Gauche verte nordique
Parlement européen
rue Wiertz 43, B-1047 Bruxelles
T +32-(0)228-42683
F +32-(0)228-41774

Réalisé par l'unité Communications du Groupe GUE/NGL :
GUENGL-Communications@europarl.europa.eu
Photos: Charles Hutchins, Stan Jourdan, Parlement européen
Conception: Dominique Boon
Impression: Dossche Printing
© GUE/NGL – Bruxelles 2014
Imprimé sur papier recyclé



Se battre pour une Banque centrale européenne au service de la société



GUE/NGL
www.guengl.eu

GAUCHE UNITAIRE EUROPÉENNE / GAUCHE VERTE NORDIQUE
GROUPE PARLEMENTAIRE EUROPÉEN



GUE/NGL
www.guengl.eu

GAUCHE UNITAIRE EUROPÉENNE / GAUCHE VERTE NORDIQUE
GROUPE PARLEMENTAIRE EUROPÉEN

La BCE doit être au service des citoyens, pas du secteur financier

Malgré son rôle dans la crise traversée par la zone euro, la Banque centrale européenne (BCE) continue d'exercer ses activités libre de tout contrôle effectif. **Elle reste rivée à son mandat d'assurer la stabilité des prix, alors que le contrôle de l'inflation s'est révélé être un échec.** Une croissance équilibrée et durable et la création d'emplois devraient être les objectifs principaux du travail de la BCE, et ce devrait également être la pierre angulaire de la politique monétaire. Les prêts bon marché que la BCE sert aux banques sur un plateau doivent aller vers l'économie réelle.



Un moteur d'austérité

Par le rôle qu'elle joue en tant que membre de la troïka composée par la Commission, le FMI et par elle-même, la BCE a continuellement présenté l'austérité comme une solution à la crise dans la zone euro. Il est cependant largement reconnu que les politiques d'austérité ont contribué à la récession et qu'elles ont eu pour seules conséquences d'aggraver le chômage, d'infliger des pertes salariales importantes aux travailleurs, de repousser l'âge de la pension et de réduire les dépenses publiques dans des domaines comme l'éducation et la santé. L'austérité ne permettra pas de générer une croissance équilibrée.

Les gouvernements sont incapables de gérer la dette, qui est une conséquence directe de la faillite retentissante des marchés financiers. En attendant, les coupes budgétaires affectent la croissance économique, puis les recettes fiscales, et enfin les dépenses sociales. Le refus de la BCE d'aider les économies déficitaires à restructurer leur dette permet à certains de faire d'énormes profits aux dépens des finances publiques de ces pays, ceci est tout simplement scandaleux. Le rôle fondamental de la BCE doit être d'aider les États membres en difficultés, elle refuse cependant d'aider les gouvernements nationaux et préfère se mettre du côté des banques qui ont causé la crise économique à laquelle la population est confrontée.

À l'origine, la BCE devait être un organe libre et apolitique destiné à gérer l'euro. Elle est pourtant devenue un acteur politique à part entière dont les actions se décident sans le moindre contrôle démocratique.

Exigences du groupe GUE/NGL

- Le soutien exceptionnel apporté au système financier par la BCE doit faire l'objet de **conditions**, notamment l'engagement de la part des institutions qui bénéficient de ce genre d'assistance à augmenter de manière significative le volume des crédits accordés aux petites et moyennes entreprises et aux ménages. Il faut fermer les banques « zombies » non viables une fois pour toutes.
- La BCE doit **réduire son taux de facilité de dépôt à des valeurs négatives** afin d'inciter les banques à prêter à l'économie réelle.
- Le **Conseil des gouverneurs de la BCE doit relever le seuil du taux d'inflation** qu'il a choisi de maintenir comme objectif, afin de permettre des hausses salariales dans les économies de la zone euro qui présentent un excédent, de manière à ce que, d'une part, la demande globale soit stimulée dans la zone euro, et que, d'autre part, les déséquilibres entre les pays de la zone euro se réduisent.
- **Évaluer les conséquences des programmes d'austérité** : la BCE doit entreprendre une analyse critique de tous les aspects de ses activités, y compris des conséquences des programmes d'ajustement qu'elle a contribué à élaborer en matière de politiques budgétaires, de politiques relatives à l'emploi, aux services publics, à la fiscalité, et de politiques de privatisation. La BCE doit vérifier la validité à posteriori des hypothèses et scénarios macroéconomiques sur la base desquels ces programmes ont été élaborés.
- **Un plus grand contrôle démocratique** : le manque de responsabilité et de contrôle démocratique dans lequel la BCE évolue doit être revu, et les décisions en matière de politiques économique et monétaire doivent faire l'objet de l'examen approfondi qu'elles requièrent à l'échelle européenne, notamment sur le plan de la surveillance des